

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex

Perpignan, le 13/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS (Carrière de BAIXAS)

RD 612 - 34750 Villeneuve-lès-Maguelone

Réf : 2023-130-PR
Code AIOT : 0006601371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 sur la carrière exploitée par la société LAFARGE GRANULATS implanté aux lieux-dits : Sarat de la Pieta, Papelauque Las Esperenes, Le Fournas sur la commune de Baixas. L'inspection a été annoncée le 13/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Au cours d'une précédente inspection réalisée le 01/03/2023 dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE, 4 faits non-conformes ont été relevés, ce qui a conduit l'inspection à proposer au préfet de prendre un arrêté mettant en demeure la société LAFARGE GRANULATS de se mettre en conformité sous un délai de 4 mois.

Dans le cadre de la procédure contradictoire, les éléments de réponse apportés par la société LAFARGE GRANULATS ont conduit le préfet à suspendre la procédure de mise en demeure et à inviter l'exploitant à transmettre à l'inspection les éléments justifiant la levée des non-conformités. Le mémoire en réponse ayant été adressé le 13/07/2023, la présente inspection a pour objet de vérifier par sondage que les points non-conformes ont effectivement été corrigés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS)
- lieux-dits:Sarat de la Pieta, Papelauque Las Esperenes, Le Fournas 66390 Baixas
- Code AIOT : 0006601371
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Initialement la société PROVIA SA a été autorisée par arrêté du 10/11/1972 à exploiter une carrière de calcaire située sur la commune de BAIXAS aux lieux-dits « Las Espereres » et Serrat de la Pietat ». La société EURL « les carrières de BAIXAS et de l'AGLY », a été autorisée par arrêté du 26/07/1991 à poursuivre et étendre l'exploitation de cette carrière de calcaire pour une production maximale de 2.000.000 tonnes par an et une durée de 30 ans (fin d'autorisation au 26/07/21).

Cette autorisation couvre une surface de 62,6 ha sur la commune de BAIXAS, répartie sur 2 sites distincts :

- 45,6 ha correspond à la zone en exploitation aux lieux-dits : « Las Espereres », « Le Fournas » et « Serrat de la Pietat »,
- 17 ha correspond à une ancienne exploitation (carrière du Quintou) et constitue une réserve de matériaux, aux lieux-dits : « Cami Ral » et « Papelauque ».

L'autorisation concernant la carrière principale a été renouvelée par arrêté du 02/07/2021 par contre l'autorisation sur la carrière du Quintou a été refusée puisqu'il est apparu lors de l'instruction que la société Lafarge ne disposait pas de la maîtrise foncière pour 3 parcelles situées sur ce site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement des faits non-conformes constatés lors de l'inspection du 01/03/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Bornage	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
2	Aires de stationnement des véhicules, de ravitaillement et d'entretien	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, articles 8.1.2 et 8.1.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale
3	Plan de circulation des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société LAFARGE GRANULATS a corrigé l'ensemble des points de contrôle qui a fait l'objet d'une proposition de suite consécutivement à l'inspection du 01/03/2023.
Ces points de contrôle sont considérés comme soldés.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, divers
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • lors de la visite d'inspection du 01/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
Prescription contrôlée: Article 8.1.1 « Aménagements préliminaires » AP du 02/07/2021 [...] Bornage : les bornes délimitant le pourtour de l'exploitation et de nivellement sont implantées conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. [...] Article 5 de l'AM du 22/09/1994 : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement.
Écart restant à corriger suite aux inspections des 24/05/2022 et 30/06/2023 : Le bornage délimitant le pourtour de l'exploitation doit être complété et le plan de bornage adressé à l'inspection.
Réponse de l'exploitant du 13/07/2023 : Le plan topographique annuel fait figurer les bornes. Il est joint en annexe n°1.
Constats, visite de récolement du 12/09/2023 : L'exploitant confirme qu'un géomètre expert est intervenu au premier semestre 2023 pour assurer la présence des bornes à chaque point situé sur le plan parcellaire. L'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none"> • les fiches signalétiques précisant pour chaque borne périmétrique : la situation topographique, une photo de la borne in situ les coordonnées topographiques et altimétrique ; • le plan d'ensemble de la carrière, réalisé par un relevé photogrammétrique par avion, qui est mis à jour annuellement, sur lequel sont reportées les bornes. L'exploitant rappelle qu'en plus des bornes, des repères ont été positionnés tout autour de la carrière par le géomètre pour permettre de recalcr les plans lors du relevé photogramétrique. Cette méthode permet de s'assurer que le périmètre d'autorisation est strictement respecté. Lors de la visite la présence des bornes a été vérifiée par sondage (bornes 690 et 691).

Point de contrôle considéré comme soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, articles 8.1.2 et 8.1.7
Thème(s) : Situation administrative, audit
<p>Point de contrôle déjà contrôlé:</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • lors de la visite d'inspection du 01/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Article 8.1.7 « Ravitaillement / Plate-forme engins / Stationnement des engins » AP du 02/07/2021 Les conditions de ravitaillement et d'entretien respectent les dispositions de l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières. [...] Le stationnement des engins roulants est réalisé sur une aire étanche. La ou les plate-formes engins et l'aire de stationnement des engins mobiles sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • étanches ; • aménagées afin de permettre la récupération totale des eaux de ruissellement et de lavage et des liquides accidentellement répandus ; • reliées à un dispositif de traitement adapté à la surface des aires et au débit des eaux susceptibles de le traverser (déboureur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence et de respecter les valeurs limites de rejet. [...] <p>Article 8.1.1 « Aménagements préliminaires » AP du 02/07/2021 Doit également joint à la notification de début d'exploitation prévue à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières : [...] • les justifications de la remise en état de la plate-formes engins et l'aire de stationnement des engins, [...]</p> <p>Article 18.1-I de l'AM du 22/09/1994 : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.</p>
<p>Écart restant à corriger suite aux inspections des 24/05/2022 et 30/06/2023 :</p> <p>La plate-forme engins doit être mise en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral. L'exploitant doit justifier de la remise en état des aires et stationnement des véhicules.</p>
<p>Réponse de l'exploitant du 13/07/2023 :</p> <p>Les aires de stationnement des véhicules ont été remises en état. Les travaux de la dalle étanche ont été finalisés à la fin de la semaine 27. Les photos des travaux sont jointes à la réponse.</p>
<p>Constats, visite de récolement du 12/09/2023 :</p> <p>L'inspection constate la création d'une déclivité en béton armé formant caniveau positionnée entre l'atelier et l'émissaire de rejet, en aval du parking des engins et de la plate-forme engins. De part et d'autre de cette déclivité le revêtement en bitume a été repris. L'exploitant confirme que les pentes au niveau du caniveau ont été remodelées afin de pouvoir drainer l'ensemble des eaux de ruissellement captées par l'aire de stationnement et la plateforme</p>

engin vers le débourbeur déshuileur.

Sur questionnement de l'inspection, l'exploitant précise qu'il n'y a pas eu une étude béton mais pas d'étude hydrologique de dimensionnement mais que les pentes de l'ordre de 7 % au niveau du caniveau apparaissent suffisantes pour capter les eaux de ruissellement.

L'inspection constate que le revêtement de l'aire de stationnement a fait l'objet de réparations ponctuelles, que l'aire de stationnement est entourée d'un merlon, qu'un dispositif a été mis en place sur la piste située en amont de l'aire de stationnement pour dévier les eaux de ruissellement de cette piste en dehors l'aire de stationnement.

L'exploitant présente en séance le résultat de la mesure en sortie de déshuileur réalisée au mois d'avril 2023 par la société ARES contrôle. (rapport 2023/0105 du 05/06/2023).

Le rapport mentionne en conclusion que les matières en suspension sont en dépassement de la valeur limite (66 mg/l pour une VL de 35 mg/l) mais le résultat est conforme, car inférieure à deux fois le seuil sur un prélèvement instantané (70 mg/l).

Par ailleurs l'exploitant confirme que les eaux sont rejetées dans un bassin de rétention infiltration et qu'il n'y a jamais eu de rejet par la surverse de ce bassin.

Point de contrôle considéré comme soldé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan de circulation des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 01/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2023
Prescription contrôlée: <p>Article 4.2.2 « Plan des réseaux » AP du 02/07/2021</p> <p>Un plan de circulation des eaux de ruissellement est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Le plan doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Écart à corriger suite à l'inspection du 01/03/2023 : <p>L'exploitant doit mettre à jour le plan des réseaux qui doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none">• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Réponse de l'exploitant du 13/07/2023 : <p>Le plan des eaux mis à jour et joint en annexe (plan daté du 21/04/2023).</p> <p>Cette mise à jour reprend les informations demandées à l'article 4.2.2</p>
Constats, visite de récolement du 12/09/2023 : <p>Les plans de circulation des eaux de ruissellement a été établi sur fond des photographies aériennes.</p> <p>Le site a été découpé en plusieurs zones, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">• le plan global de la carrière ;• le plan de détail partie est ;• le plan de détail partie ouest ;• le plan partie des installations. <p>Les informations demandées à l'article 4.2.2 sont reprises sur ces plans.</p> <p>Point de contrôle considéré comme soldé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

